

◀ Communiqué de SUD éducation ▶

Les E3C, c'est aussi une aberration écologique !

Dans un contexte de crise sociale et climatique, les réponses du gouvernement sont largement en deçà des enjeux. Pire : elles contribuent à aggraver ces crises.

Le épreuves communes de contrôle continu en sont un exemple criant.

La correction numérique des copies E3C présente un coût écologique très important. Elle suppose en effet l'équipement massif en scanners de haute qualité, alors même que chaque salle de classe ne dispose toujours pas d'un poste informatique fonctionnel. Le ministère n'a évidemment pas envisagé le coût écologique de la numérisation, l'envoi par courriel, le téléchargement, la consultation, le stockage de ces données sur des serveurs.

La procédure de correction numérique pour les évaluations E3C constitue une surcharge de travail importante pour tous les personnels. Les personnels qui devront corriger les copies verront leur charge de travail s'alourdir. Chacun-e sait en effet que corriger des dizaines de copies sur écran ne permet pas une correction efficace. Les personnels administratifs quant à eux se verront contraints de numériser les centaines de copies, alors que ces agent-e-s croulent déjà sous la charge de travail. Ce sont ces mêmes catégories de personnels qui devront ensuite se charger de conserver les copies dans des locaux qui n'existent pas encore.

Les conditions de transmission, de stockage et de transmission des données numériques posent évidemment problème, quand on sait que le ministère est capable de faire héberger ses données chez Amazon dans le cas des évaluations nationales.

Cette nouvelle injonction au numérique est une aberration environnementale, dans un contexte où la jeunesse s'est mobilisée lors des différentes grèves climat internationales et lors des semaines d'action pour exiger la fin des politiques au profit des capitalistes qui produisent le dérèglement climatique. Le ministre Blanquer et son gouvernement, au lieu de répondre à l'urgence climatique, multiplient les mesures qui renvoient à la responsabilité individuelle, comme le dispositif des écodélégués dans les établissements scolaires.

Sud éducation revendique :

- **l'annulation des E3C, polluantes, pénibles, sources de stress et de dégradation des conditions de travail et d'étude ;**
- **Une véritable prise en compte de la question écologique dans les programmes scolaires afin que ceux-ci permettent d'étudier l'impact du capitalisme et de ses structures sociales, et ne se contentent pas d'injonctions au changement des comportements individuels.**